

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES ALIMENTAIRES**

ACCORD DU 8 FÉVRIER 2013  
RELATIF AU FINANCEMENT DE LA PROFESSIONNALISATION  
ET AU DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION

NOR : ASET1350491M

**PRÉAMBULE**

Le présent accord s'inscrit dans le cadre des dispositions législatives issues des lois du 4 mai 2004, du 24 novembre 2009 et du 28 juillet 2011.

Afin de favoriser et de développer la formation professionnelle des salariés et de doter les entreprises des moyens nécessaires à la mise en œuvre de leurs besoins en formation, les partenaires sociaux ont décidé de créer « OPCALIM », organisme paritaire collecteur agréé interbranches commun aux secteurs des industries alimentaires, de la coopération agricole et de l'alimentation en détail.

Dans ce cadre, les signataires ont décidé d'harmoniser leurs dispositions conventionnelles en matière de contribution au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, de professionnalisation et de droit individuel à la formation.

**Article préliminaire**

*Champ d'application*

Il est convenu que le présent accord interbranches annule et remplace automatiquement les dispositions similaires des accords suivants consacrés à la formation professionnelle :

- accord du 6 décembre 2004 relatif à la professionnalisation dans diverses branches des industries alimentaires tel que modifié par l'avenant du 25 juillet 2005, pour les organisations suivantes : ALLIANCE 7, ADEPALE, CFC, CSFL, CSRCSE, FEDALIM, FICT, FNIL, SIFPAE, SNFS ;
- accord du 7 janvier 2005 relatif à la mise en œuvre du droit individuel à la formation dans diverses branches des industries alimentaires tel que modifié par les avenants n° 1 du 25 juillet 2005 et n° 2 du 4 décembre 2009 pour les organisations suivantes : ALLIANCE 7, ADEPALE, CFC, CSFL, CSRCSE, FEDALIM, FICT, FNIL, SIFPAE, SNFS ;
- accord du 7 juillet 2009 relatif à la répartition de la contribution versée au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels dans diverses branches des industries alimentaires pour les organisations suivantes : ALLIANCE 7, ADEPALE, CFC, CSFL, CSRCSE, FEDALIM, FICT, FNIL, SIFPAE, SNFS ;
- accord du 7 avril 2005 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie, étendu par arrêté du 12 avril 2006, pour les organisations suivantes : SNIV-SNCP, SYNAFAVIA, FNEAP, CNTF, FNICGV ;

- accord du 4 janvier 2005, étendu par arrêté du 7 octobre 2005, l'accord du 12 avril 2005 et ses avenants du 8 février et du 13 février 2008, pour les organisations suivantes : FEBPF, GITE ;
- accord du 14 février 2005 et son avenant du 29 novembre 2005, pour les organisations suivantes : CSEM, ABF, BRSA, SES, FNECE ;
- accord du 4 janvier 2005, étendu par arrêté du 7 octobre 2005, l'accord du 28 avril 2005 et son avenant du 6 juin 2007, pour l'USNEF ;
- accord du 1<sup>er</sup> juillet 2005 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie dans les entreprises relevant de la convention collective de la meunerie, modifié par l'avenant n° 1 en date du 20 septembre 2011 pour les organisations suivantes : ANM, SNIA, CFSI, SRF.

Le champ d'application professionnel du présent accord est interbranches et est applicable à toutes les entreprises relevant du champ d'application des conventions collectives nationales suivantes :

CCN	INTITULÉ	IDCC
3026	Sucreries, sucreries. – Distilleries et raffineries de sucre	2728
3060	Meunerie	1930
3092	Industries alimentaires diverses	504
3102	Boulangerie pâtisserie industrielle	1747
3124	Industrie laitière	112
3125	Industries charcutières	1586
3127	Industries de produits alimentaires élaborés	1396
3178	Exploitations frigorifiques	200
3179	Entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes	1534
3247	Activités de production des eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et de bières	1513
3270	Biscotterie, biscuiteries, céréales prêtes à consommer ou à préparer, chocolateries, confiseries, aliments de l'enfance et de diététique, préparations pour entremets et desserts ménagers, des glaces, sorbets et crèmes glacées	2410
3294	Industrie des pâtes alimentaires	1987
3092	Industries des produits exotiques	506

## Article 1<sup>er</sup>

### *Répartition de la contribution versée au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels*

La section des entreprises de moins de 10 salariés est exonérée du poids de cette contribution afin de conserver les moyens nécessaires à l'accomplissement des missions prioritaires envers les PME qui sont définies dans l'ANI du 7 janvier 2009 et la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

La contribution des entreprises à la formation professionnelle continue (hors versement aux FONGECIF) calculée sur la base de leur obligation légale de formation, en appliquant un pourcentage compris entre 5 % et 13 %, sera déterminée proportionnellement à la collecte réalisée dans chacune des sections suivantes :

- plan de formation des entreprises de plus de 10 salariés ;
- professionnalisation.

## Article 2

### *Prise en charge des actions de formation au titre de la professionnalisation*

L'ensemble des coûts des actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation dont bénéficient les salariés en contrat de professionnalisation ou période de professionnalisation, et de ceux qui suivent une action de formation dans le cadre d'un DIF prioritaire sont pris en charge par l'OPCA dans la limite du financement disponible.

Les coûts pédagogiques seront pris en charge dans la limite des plafonds horaires ci-après :

- formations dans le cadre des contrats de professionnalisation : 10 €/heure pour les niveaux I, II, III, IV (selon la grille reconnue par l'éducation nationale) ; 20 €/heure pour les niveaux V et VI (selon la grille reconnue par l'éducation nationale) ;
- formations dans le cadre des périodes de professionnalisation : 25 €/heure ;
- droit individuel à la formation professionnelle : 25 €/heure.

Les dépenses exposées par l'entreprise au-delà de ces plafonds peuvent être financées au titre de la participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue dans le cadre du plan de formation.

## Article 3

### *Révision*

Le présent accord peut être révisé en tout ou partie par avenant, se substituant de plein droit aux stipulations du présent accord ou les complétant.

La demande de révision devra être portée à la connaissance des parties contractantes par lettre recommandée avec avis de réception. Elle doit être accompagnée d'un projet sur le ou les articles concernés.

Les négociations débiteront le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai de 2 mois après la réception de la demande de révision.

Le présent accord restera en vigueur jusqu'à l'application de l'accord révisé.

## Article 4

### *Dénonciation*

Conformément aux articles L. 2222-6 et L. 2261-9 du code du travail, le présent accord peut être dénoncé par les parties signataires.

## Article 5

### *Publicité. – Dépôt*

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail.

## Article 6

### *Durée. – Date d'effet*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Son extension sera demandée au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Paris, le 8 février 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

Alliance 7 ;

ADEPALE ;  
ANMF ;  
Chambre syndicale des eaux minérales ;  
CSFL ;  
CSRCSF ;  
Comité français de la semoulerie industrielle ;  
Comité français du café ;  
CNTF ;  
FEDALIM ;  
FEBPF ;  
FICT ;  
Fédération nationale des eaux conditionnées et embouteillées ;  
FNEAP ;  
FNICGV ;  
FNIL ;  
SNIV-SNCP ;  
Syndicat de la rizerie française ;  
SFIG ;  
SIFPAF ;  
Syndicat français du café ;  
Syndicat français des fabricants de café soluble ;  
SNBR ;  
Syndicat national des eaux de sources ;  
SYNAFAVIA ;  
SNFS ;  
SNIA ;  
USNEF.

**Syndicats de salariés :**

FGA CFDT ;  
FGTA FO ;  
CFTC CSFV ;  
Fédération du personnel d'encadrement, de la production de la transformation, de la distribution des services et organismes agroalimentaires et cuirs et peaux CFE-CGC.